



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 39 du 2 septembre 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 3 septembre 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	939
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	939
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	939
Offre de soins hospitaliers.....	939
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 151/2009 du 17 juillet 2009 relatif au déplacement de la Pharmacie à Usage Intérieur du SINCAL (Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur) dans ses locaux définitifs - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112	939
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 169/2009 du 14 août 2009 relatif à la modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale de la pharmacie à usage intérieur de l'Hôpital Central – CHU Nancy, pour l'exercice de l'activité de stérilisation	939
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 170/2009 du 18 août 2009 relatif à la demande d'autorisation de suppression de la Pharmacie à Usage Intérieur de la Clinique Saint-Jean à Nancy.....	939
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 171 /2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015	940
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 172/2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023	940
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 173/2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155	940
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 174/2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296	941
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 175/2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395	941
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 176/2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot – Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668	941
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 177/2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070	941
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 178/2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104	942
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 179/2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138	942
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 180/2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286	942
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 181/2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072	943
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 182/2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163.....	943
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE	943
Arrêté DRAC n° 2009.54.3 du 21 août 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine.....	943
DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LORRAINE ET DE MEURTHE-ET-MOSELLE	944
Arrêté SUBDEL/01-2009 du 27 juillet 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine CROSET, directrice régionale et départementale de la jeunesse et des sports de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle	944
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	944
Décision du 1 ^{er} septembre 2009 concernant l'affectation des contrôleurs du travail	944
Décision du 1 ^{er} septembre 2009 concernant l'affectation des inspectrices et inspecteurs du travail	945

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE***Offre de soins hospitaliers*

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 151/2009 du 17 juillet 2009 relatif au déplacement de la Pharmacie à Usage Intérieur du SINCAL (Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur) dans ses locaux définitifs - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

Considérant les observations formulées dans le rapport des pharmaciens inspecteurs de la santé publique établi le 29 juin 2009 (rapport annexé au présent arrêté) ;

ARRETE

Article 1^{er} - Le SINCAL (Syndicat Inter-hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur) est autorisé à déplacer sa PUI dans ses locaux définitifs, conformément aux plans joints à la demande d'autorisation.

Article 2 - L'établissement s'engage à :

- mettre en œuvre les dispositions de nature à lever les remarques formulées par l'inspection régionale de la pharmacie dans ses rapports
- à respecter l'ensemble des engagements formulés notamment ceux relatifs à la sécurisation de l'accès à la PUI.

Article 3 - Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Article 4 - Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois :

- auprès de la DDASS de Meurthe et Moselle – 4 rue Bénit – C n°11 – 54035 NANCY CEDEX - pour le recours gracieux
- auprès du Ministre de la Santé, de la Jeunesse et des Sports – Direction Générale de la Santé – 8, avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique

- devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place Carrière – 54036 NANCY CEDEX – pour le recours contentieux

Article 5 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au Directeur d'établissement,
 - au Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales,
 - au Président de la section H de l'ordre national des pharmaciens,
 - aux organismes locaux d'assurance maladie,
- et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.
Nancy, le 17 juillet 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 169/2009 du 14 août 2009 relatif à la modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale de la pharmacie à usage intérieur de l'Hôpital Central – CHU Nancy, pour l'exercice de l'activité de stérilisation

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

Considérant la demande réceptionnée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales le 4 juin 2009 et présentée par le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy en vue d'obtenir une modification de l'autorisation initiale de la Pharmacie à Usage Intérieur de l'Hôpital Central, en ce qui concerne l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux;

Considérant la note en date du 30 juillet 2009 des pharmaciens inspecteurs de santé publique rappelant le caractère transitoire de cette organisation dans l'attente de l'aboutissement du projet Stérilorr;

Considérant l'avis favorable de la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine en date du 30 juillet 2009;

Considérant l'avis favorable du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, Section H, en date du 6 août 2009 ;

ARRETE

Article 1^{er} - L'activité de stérilisation de la pharmacie à usage intérieur de l'Hôpital Central de Nancy (Centre Hospitalier Universitaire), sise 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nancy est autorisée sur :

- Les sites de stérilisation des blocs opératoires d'ORL et de Maxillo-facial pour les opérations de nettoyage et le conditionnement des dispositifs médicaux stériles ;
- Les sites de stérilisation VIDELANGE et NEUROSCIENCES pour l'ensemble des étapes de préparation des dispositifs médicaux stériles.

Article 2 - Toute modification ultérieure intervenant sur les locaux, l'implantation et les éléments figurant dans la demande initiale, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation ;

Article 3 - Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois :

- auprès du Ministre de la santé et des sports- 14, avenue Duquesne – 75700 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
- devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5, place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,
 - au directeur régional des affaires sanitaires et sociales,
- et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.
Nancy, le 14 août 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Le secrétaire général,
Michel MULIC

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 170/2009 du 18 août 2009 relatif à la demande d'autorisation de suppression de la Pharmacie à Usage Intérieur de la Clinique Saint-Jean à Nancy

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

Considérant la demande réceptionnée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales le 7 mai 2009 et présentée par la Clinique Saint-Jean, 5 rue Provençal à Nancy en vue d'obtenir l'autorisation de suppression de sa Pharmacie à Usage Intérieur ;

Considérant l'avis défavorable de la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine en date du 12 août 2009;

Considérant l'avis défavorable du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, Section H, en date du 13 août 2009 ;

AR R E T E

Article 1^{er} - La demande d'autorisation de suppression de la Pharmacie à Usage Intérieur (PUI) de la Clinique Saint-Jean, sise 5 rue Provençal à Nancy, est refusée au motif que la réorganisation proposée n'est pas en adéquation avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 2 - Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois :

- auprès du Ministre de la santé et des sports- 14, avenue Duquesne – 75700 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
- devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5, place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur de la clinique Saint Jean,
- au directeur régional des affaires sanitaires et sociales,

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Le secrétaire général,
Michel MULIC

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 171 /2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 924 243 € soit :

- 1) 2 915 435 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 438 765 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 93 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 12 400 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 462 846 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 331 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 624 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

- 3) 8 184 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 172/2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 182 562 € soit :

- 1) 1 162 682 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 940 047 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 28 619 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 2 278 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 190 911 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 827 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 919 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

- 3) 18 961 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 173/2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 741 733 € soit :

- 1) 1 686 760 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 534 348 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 24 981 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 3 665 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 121 998 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 768 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 51 023 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

- 3) 3 950 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 174/2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 666 802 € soit :

666 802 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

560 972 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

19 763 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

848 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

84 785 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

434 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 175/2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 274 152 € soit :

274 152 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

273 008 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

1 144 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 176/2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot – Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 55 053 € soit :

55 053 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

55 053 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT - BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 177/2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 525 815 € soit :

1) 2 417 881 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 099 892 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

41 677 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

5 920 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
267 763 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
2 629 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 82 820 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 25 114 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CH BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice principale,

Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 178/2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 308 029 € soit :

1) 307 781 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

223 605 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

83 493 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

683 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 248 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice principale,

Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 179/2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 26 654 218 € soit :

1) 24 249 940 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

20 034 755 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

104 747 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

8 525 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

4 063 288 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

38 625 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

2) 1 674 783 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 729 495 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice principale,

Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 180/2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 016 763 € soit :

1) 2 489 184 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 308 729 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

178 681 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 774 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 522 566 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 5 013 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN- VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice principale,

Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 181/2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 68 926 € soit :

68 926 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

68 926 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice principale,

Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 182/2009 du 18 août 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 209 924 € soit :

1) 1 983 598 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 818 910 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

15 736 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

147 939 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 013 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 39 438 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 186 888 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice principale,

Stéphanie GEYER

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE

Arrêté DRAC n° 2009.54.3 du 21 août 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine

Le directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment l'article 38 4° ;

Vu le décret n° 2004-1430 du 23 décembre 2004 relatif aux directions régionales des affaires culturelles et modifiant les attributions des directions régionales de l'environnement ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret du Président de la République en conseil des ministres en date du 3 juillet 2009 nommant Monsieur Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté du 27 novembre 2007 de la ministre de la culture et de la communication nommant M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, à compter du 1^{er} janvier 2008 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.117 en date du 27 juillet 2009 donnant délégation de signature à M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté ;

AR R E T E

Article 1^{er} : En application de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.117 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Antoine BOLZINGER, directeur régional adjoint des affaires culturelles, pour les correspondances d'ordre technique liées à l'exécution des missions culturelles dans le département de Meurthe-et-Moselle (aménagement culturel des territoires, patrimoines, arts vivants, action culturelle, éducation artistique), ainsi que pour les actes en matière de délivrance des licences d'entrepreneurs de spectacles à l'exception des décisions de refus ou de retrait de la licence,

- M. Antoine BOLZINGER, directeur régional adjoint des affaires culturelles et M. Philippe MOREL, chef du service des affaires générales, juridiques et financières en matière de dépenses de fonctionnement et d'investissement du compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » relevant du ministère en charge du domaine,

- M. Antoine BOLZINGER, directeur régional adjoint des affaires culturelles, Mme Marie-Agnès SONRIER, chef du service de l'architecture et des monuments historiques et M. Gilles SOUBIGOU, conservateur des monuments historiques, pour les correspondances d'ordre technique en matière d'objets mobiliers, et notamment celles consenties au conservateur des antiquités et objets d'art, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

Article 2 : L'arrêté DRAC n° 2008.54.2 en date du 2 février 2009 est abrogé.

Article 3 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur régional des affaires culturelles de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Metz, le 21 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LORRAINE ET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Arrêté SUBDEL/01-2009 du 27 juillet 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine CROISET, directrice régionale et départementale de la jeunesse et des sports de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle

La directrice régionale et départementale de la jeunesse et des sports de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 25 juillet 2000 affectant Monsieur Jean-Louis LAMARRE en qualité d'inspecteur de la jeunesse, des sports et des loisirs à la direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports de Lorraine à compter du 1^{er} septembre 2000 ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 7 août 2002 affectant Monsieur Christophe REB en qualité d'attaché d'administration scolaire et universitaire à la direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports à compter du 1^{er} septembre 2002 ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 octobre 2002 affectant Monsieur Olivier FERRE en qualité d'inspecteur de la jeunesse, des sports et des loisirs à la direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports de Lorraine à compter du 1^{er} novembre 2002 ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 31 mai 2006 affectant Monsieur Christophe SONREL en qualité d'attaché d'administration scolaire et universitaire à la direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports de Lorraine à compter du 1^{er} septembre 2006 ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 28 juillet 2008 portant nomination de Madame Sylvie MOUYON-PORTE directeur régional adjoint de la jeunesse et des sports de Lorraine à compter du 15 décembre 2008 au 31 août 2011 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 août 2008 portant nomination de Madame Catherine CROISET directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine à compter du 1^{er} septembre 2008 au 31 août 2011 ;

Vu l'arrêté 09.BMSSE.96 du 27 juillet 2009 de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Madame Catherine CROISET ;

Vu l'arrêté 09/OSD/31 du 27 juillet 2009 de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Madame Catherine CROISET ;

ARRETE

Article 1^{er} : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine CROISET, la délégation de signature qui lui est consentie par les arrêtés 09.BMSSE.96 et 09/OSD/31 de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle sera exercée par Madame Sylvie MOUYON-PORTE, Messieurs Jean-Louis LAMARRE, Christophe REB, Olivier FERRE, Christophe SONREL.

Article 2 : La Directrice Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Sylvie MOUYON-PORTE, Messieurs Jean-Louis LAMARRE, Christophe REB, Olivier FERRE, Christophe SONREL, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Saint-Max, le 27 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice régionale et départementale de la jeunesse et des sports
de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle,
Catherine CROISET

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Décision du 1^{er} septembre 2009 concernant l'affectation des contrôleurs du travail

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

Vu le Code du Travail, notamment sa huitième partie,

Vu le décret 94-1166 du 28 décembre 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

Vu le Décret 2008-1503 du 30 décembre 2008 relatif à la fusion des services d'inspection du travail,

Vu l'arrêté ministériel du 15 janvier 2009 portant affectation des inspecteurs du travail "agriculture" et "transports" à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle,

Vu l'arrêté ministériel du 23 juillet 2009 portant création d'une section d'inspection du travail supplémentaire dans le département de Meurthe-et-Moselle,

Vu la décision du Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Lorraine en date du 27 août 2009 relative à la compétence territoriale des inspecteurs du travail de Meurthe-et-Moselle,

Vu la décision du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du 1^{er} septembre 2009 concernant l'affectation en section d'inspection des inspectrices et inspecteurs du travail,

DECIDE

Article 1^{er} : Sont ou demeurent affectés en section d'inspection les contrôleurs du travail dont les noms suivent :

1^{ère} section d'inspection du travail :

Monsieur Nicolas BURGAIN

Madame Clotilde PELTIER

Tél : 03.83.50.39.42

Courriel : dd-54.inspection-section01@travail.gouv.fr

2^{ème} section d'inspection du travail :

Monsieur Philippe ADAM

Monsieur Claude MONSIFROT

Tél : 03.83.50.39.49

Courriel : dd-54.inspection-section02@travail.gouv.fr

3^{ème} section d'inspection du travail :

Monsieur Marc CORCHAND

Madame Valérie VIRIOT

Tél : 03.83.50.39.07

Courriel : dd-54.inspection-section03@travail.gouv.fr

4^{ème} section d'inspection du travail :
Monsieur Jean-Michel ALCARAZ
Madame Gisèle DESHAIS
Tél : 03.83.50.39.34
Courriel : dd-54.inspection-section04@travail.gouv.fr

5^{ème} section d'inspection du travail :
Madame Hélène BAUER
Madame Sylvie TEDESCO
Tél : 03.83.50.39.08
Courriel : dd-54.inspection-section05@travail.gouv.fr

6^{ème} section d'inspection du travail :
Madame Sonia GUICHARD
Monsieur Patrick JULLY
Tél : 03.83.50.39.74
Courriel : dd-54.inspection-section06@travail.gouv.fr

7^{ème} section d'inspection du travail :
Madame Florence BOURELLY
Tél : 03.83.50.39.76
Courriel : dd-54.inspection-section07@travail.gouv.fr

Section d'inspection du travail "agriculture" :
Aucun Contrôleur du Travail à la date de parution de la présente décision
Adresse : 45 rue des Ponts 54000 NANCY
Tél : 03.83.85.59.35
Courriel : dd-54.inspection-054a1@travail.gouv.fr

Section d'inspection du travail "transports" :
Monsieur Arnaud COLIN
Adresse : 45 rue des Ponts 54000 NANCY
Tél : 03.83.85.59.31
Courriel : dd-54.inspection-054t1@travail.gouv.fr

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des contrôleurs ci-dessus désignés, son remplacement est assuré par l'un(e) ou l'autre d'entre eux selon les modalités ci-dessous.

1^{ère} section d'inspection du travail :
L'intérim de Monsieur Nicolas BURGAIN sera assuré par Madame Clotilde PELTIER ou par les contrôleurs des 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} sections.

L'intérim de Madame Clotilde PELTIER sera assuré par Monsieur Nicolas BURGAIN ou par les contrôleurs des 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} sections.

2^{ème} section d'inspection du travail :
L'intérim de Monsieur Philippe ADAM sera assuré par Monsieur Claude MONSIFROT ou les contrôleurs des 1^{ère}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} sections.

L'intérim de Monsieur Claude MONSIFROT sera assuré par Monsieur Philippe ADAM ou les contrôleurs des 1^{ère}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} sections.

3^{ème} section d'inspection du travail :
L'intérim de Monsieur Marc CORCHAND sera assuré par Madame Valérie VIRIOT ou les contrôleurs des 1^{ère}, 2^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} sections.

L'intérim de Madame Valérie VIRIOT sera assuré par Monsieur Marc CORCHAND ou les contrôleurs des 1^{ère}, 2^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} sections.

4^{ème} section d'inspection du travail :
L'intérim de Monsieur Jean-Michel ALCARAZ sera assuré par Madame Gisèle DESHAIS ou les contrôleurs des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} sections.

L'intérim de Madame Gisèle DESHAIS sera assuré par Monsieur Jean-Michel ALCARAZ ou les contrôleurs des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} sections.

5^{ème} section d'inspection du travail :
L'intérim de Madame Hélène BAUER sera assuré par Madame Sylvie TEDESCO ou les contrôleurs des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} sections.

L'intérim de Madame Sylvie TEDESCO sera assuré par Madame Hélène BAUER ou les contrôleurs des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} sections.

6^{ème} section d'inspection du travail :
L'intérim de Madame Sonia GUICHARD sera assuré par Monsieur Patrick JULLY ou les contrôleurs des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème} et 7^{ème} sections.

L'intérim de Monsieur Patrick JULLY sera assuré par Madame Sonia GUICHARD ou les contrôleurs des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème} et 7^{ème} sections.

7^{ème} section d'inspection du travail :
L'intérim de Madame Florence BOURELLY sera assuré par les contrôleurs des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} sections.

Section d'inspection du travail "agriculture" :
Aucun Contrôleur du Travail à la date de parution de la présente décision

Section d'inspection du travail "transports" :
L'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par les contrôleurs des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} sections.

Article 3 : La présente décision abroge la décision du 02 mars 2009 et sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 1^{er} septembre 2009

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,
Patrick VET

Décision du 1^{er} septembre 2009 concernant l'affectation des inspectrices et inspecteurs du travail

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

Vu le Code du Travail, notamment sa huitième partie,

Vu le décret 94-1166 du 28 décembre 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

Vu le Décret 2008-1503 du 30 décembre 2008 relatif à la fusion des services d'inspection du travail,

Vu l'arrêté ministériel du 15 janvier 2009 portant affectation des inspecteurs du travail "agriculture" et "transports" à la Direction Départementale du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle,
Vu l'arrêté ministériel du 23 juillet 2008 portant création d'une section d'inspection du travail supplémentaire dans le département de Meurthe-et-Moselle,
Vu la décision du Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Lorraine en date du 27 août 2009 relative à la compétence territoriale des inspecteurs du travail de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Article 1^{er} : Sont ou demeurent affectés en section d'inspection les inspectrices et inspecteurs du travail dont les noms suivent :

1^{ère} section d'inspection du travail :
Madame Martine BOUBAGRA
Tél : 03.83.50.39.42
Courriel : dd-54.inspection-section01@travail.gouv.fr

2^{ème} section d'inspection du travail :
Madame Angélique ALBERTI
Tél : 03.83.50.39.49
Courriel : dd-54.inspection-section02@travail.gouv.fr

3^{ème} section d'inspection du travail :
Monsieur Mickaël MAROT
Tél : 03.83.50.39.07
Courriel : dd-54.inspection-section03@travail.gouv.fr

4^{ème} section d'inspection du travail :
Madame Alexandra CHALOYARD
Tél : 03.83.50.39.34
Courriel : dd-54.inspection-section04@travail.gouv.fr

5^{ème} section d'inspection du travail :
Madame Marieke FIDRY
Tél : 03.83.50.39.08
Courriel : dd-54.inspection-section05@travail.gouv.fr

6^{ème} section d'inspection du travail :
Madame Safia ELMI-GANI
Tél : 03.83.50.39.74
Courriel : dd-54.inspection-section06@travail.gouv.fr

7^{ème} section d'inspection du travail :
Monsieur Patrick OSTER
Tél : 03.83.50.39.76
Courriel : dd-54.inspection-section07@travail.gouv.fr

Section d'inspection du travail "agriculture" :
Monsieur Guy TROGNON
Adresse : 45 rue des Ponts 54000 NANCY
Tél : 03.83.85.59.35
Courriel : dd-54.inspection-054a1@travail.gouv.fr

Section d'inspection du travail "transports" :
Monsieur Guillaume VISCA
Adresse : 45 rue des Ponts 54000 NANCY
Tél : 03.83.85.59.31
Courriel : dd-54.inspection-054t1@travail.gouv.fr

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de l'une des inspectrices ou de l'un des inspecteurs ci-dessous désignés, son remplacement est assuré par l'un(e) ou l'autre d'entre eux selon les modalités ci-dessous.

1^{ère} section d'inspection du travail :
L'intérim de Madame Martine BOUBAGRA sera assuré par les inspecteurs et inspectrices des 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} sections.

2^{ème} section d'inspection du travail :
L'intérim de Madame Angélique ALBERTI sera assuré par les inspecteurs et les inspectrices des 1^{ère}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} sections.

3^{ème} section d'inspection du travail :
L'intérim de Monsieur Mickaël MAROT sera assuré par les inspecteurs et les inspectrices des 1^{ère}, 2^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} sections.

4^{ème} section d'inspection du travail :
L'intérim de Madame Alexandra CHALOYARD sera assuré par les inspecteurs et inspectrices des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} sections.

5^{ème} section d'inspection du travail :
L'intérim de Madame Marieke FIDRY les inspecteurs et les inspectrices des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} sections.

6^{ème} section d'inspection du travail :
L'intérim de Madame Safia ELMI-GANI sera assuré par les inspecteurs et inspectrices des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème} et 7^{ème} sections.

7^{ème} section d'inspection du travail :
L'intérim de Monsieur Patrick OSTER sera assuré par les inspecteurs et inspectrices des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} sections.

Section d'inspection du travail "agriculture" :
L'intérim de Monsieur Guy TROGNON sera assuré par Monsieur Damien KAUFFMANN, inspecteur du travail "agriculture" Vosges.

Section d'inspection du travail "transports" :
L'intérim de Monsieur Guillaume VISCA sera assuré par Monsieur Tobias KENMEGNE, inspecteur du travail "transports" Vosges.

Article 3 : En application des articles 6 et 7 du décret susvisé du 28 décembre 1994, les agents du corps de l'Inspection du Travail participent en tant que de besoins aux actions d'inspection de la législation du travail organisées par le Directeur départemental dans le département.

Article 4 : La présente décision abroge la décision du 02 mars 2009 et sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 1^{er} septembre 2009

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,
Patrick VET

